

---

## Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

---

Cote du document: EB 2022/136/R.21

Point de l'ordre du jour: 12 a)

Date: 18 août 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: EXAMEN**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à examiner les informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres.

---

---

### Questions techniques:

**Donal Brown**

Vice-Président adjoint  
Département de la gestion des programmes  
courriel: d.brown@ifad.org

**Ashley Anne Davidson**

Chargée d'appui au programme (Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres)  
courriel: a.davidson@ifad.org

---

*Pour en savoir plus sur le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres, veuillez consulter la page <https://www.ifad.org/fr/rpsf>.*

# Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

## I. Introduction

1. Le présent document correspond au septième et dernier compte rendu établi à l'intention du Conseil d'administration sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (ci-après le Mécanisme de relance), qui doit prendre fin le 30 septembre 2022. Il présente les dernières informations disponibles sur les financements approuvés et sur l'exécution des projets. Il y a désormais moins matière, vu le temps écoulé depuis le début de la pandémie, à rendre compte comme dans les précédents rapports de situation des mesures prises de manière plus générale par le FIDA pour faire face à la pandémie de COVID-19, y compris la réaffectation de ses investissements en cours. Par conséquent, le présent rapport se concentre uniquement sur le Mécanisme de relance et sur la manière dont il contribue à la riposte du Fonds face aux crises et aux chocs nouveaux. Comme à l'accoutumée, un additif au présent rapport sera publié peu avant la prochaine session du Conseil, de sorte que les chiffres et renseignements les plus récents sur le sujet soient disponibles, compte tenu, notamment, du stade avancé auquel se trouve le Mécanisme de relance.
2. Un compte rendu plus exhaustif sur le Mécanisme de relance sera fourni après son achèvement. Comme convenu avec les donateurs du Mécanisme de relance, un examen intermédiaire détaillé sera mis à disposition d'ici au 30 septembre 2022. Ce rapport intermédiaire, établi à partir des informations actualisées dont disposent déjà les membres du Conseil d'administration, ainsi que des rapports d'achèvement et des rapports de supervision déjà recueillis, comprendra un résumé de la mise en œuvre du Mécanisme de relance, ainsi qu'une présentation des enseignements tirés et des premiers résultats au regard de son Cadre de gestion des résultats. En 2023, un rapport définitif, rendant compte de tous les résultats finaux et enseignements tirés présentés dans les rapports d'achèvement de tous les projets menés, sera établi de manière à donner une vue d'ensemble du Mécanisme.

### A. Financements approuvés à ce jour

3. L'intégralité du montant mis à disposition au titre du Mécanisme de relance, soit 89,0 millions d'USD, a été approuvée à ce jour au profit de 55 projets portant sur un seul pays et de 9 projets visant plusieurs pays, à quoi s'ajoutent des cofinancements s'élevant à plus de 23,0 millions d'USD. Dans le sixième compte rendu<sup>1</sup>, le FIDA avait indiqué qu'une proposition visant la République démocratique du Congo, d'un montant de 1,5 million d'USD, devait encore être approuvée. Ces fonds ont depuis été alloués comme prévu et des activités sont en cours de réalisation. En outre, le FIDA avait noté que des fonds supplémentaires d'un montant de 0,9 million d'USD, composé de plusieurs allocations inutilisées par pays d'un faible montant, devaient encore être alloués. Ces fonds ont été alloués avec succès à des projets efficaces et propices à des décaissements rapides, et dont les interventions avaient d'ores et déjà abouti à des résultats concluants et un impact significatif. Plus précisément, ils ont servi de complément au financement, d'une part, d'un projet relevant du Mécanisme de relance en Somalie, porteur d'excellents résultats en ce qui concerne l'intégration des femmes et des jeunes, et qui vise à fournir des intrants essentiels et à améliorer l'accès aux marchés et, d'autre part, d'un projet régional dans la Corne de l'Afrique, qui a notamment

---

<sup>1</sup> EB 2022/135/R.17.

réussi à assurer la fourniture de variétés de semences améliorées résilientes face aux changements climatiques de manière coordonnée à l'échelle régionale, et à créer des moyens d'existence pour les jeunes<sup>2</sup>.

4. Le FIDA avait aussi souligné la nécessité de traiter de la question des fonds qui avaient été initialement alloués à l'Afghanistan avant la crise politique et l'application des sanctions imposées à la suite des incidents du mois d'août 2021. Après avoir fait part de ces circonstances exceptionnelles aux donateurs du Mécanisme de relance<sup>3</sup>, la direction a pris de nouvelles dispositions pour maintenir le financement de 1,5 million d'USD en faveur de l'Afghanistan (constitué des deux premières allocations pour ce pays), compte tenu de l'ampleur des besoins engendrés par les répercussions de la COVID-19, ainsi que divers autres chocs mondiaux et nationaux. Le FIDA travaille actuellement avec les donateurs du Mécanisme de relance de sorte à s'assurer de leur accord sur la voie à suivre, et de déterminer s'il est possible d'accorder un délai supplémentaire au pays. Une même démarche est menée en parallèle pour les fonds alloués au Yémen, eu égard au contexte particulier et aux besoins pressants du pays.
5. Le tableau 1 ci-après présente la dernière ventilation approximative des fonds approuvés au titre du Mécanisme de relance, par région et par catégorie de revenu. Les financements approuvés continuent de cibler essentiellement les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et environ 48,9 millions d'USD (49%) ont été alloués à des pays en situation de fragilité<sup>4</sup>.

Tableau 1

**Financements approuvés au titre du Mécanisme de relance, par catégorie de revenu et par région**  
(en millions d'USD, sur un montant total de 89,0 millions d'USD)

<i>Catégorie de revenu</i>		<i>Région</i>	
Faible revenu	45,6 (51%)	Asie et Pacifique	17,6 (20%)
Revenu intermédiaire de la tranche inférieure	39,0 (44%)	Afrique orientale et australe	27,8 (31%)
Revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4,5 (5%)	Amérique latine et Caraïbes	4,8 (6%)
		Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	11,8 (13%)
		Afrique de l'Ouest et du Centre	26,8 (30%)

6. Sur les fonds qui ont été approuvés, environ 40% ont été alloués pour répondre aux besoins urgents d'intrants des agriculteurs pour les prochaines périodes de semis, 28% pour améliorer l'accès aux marchés, notamment sous forme d'un appui à l'entreposage et au transport, 8% pour les financements ruraux et 24% pour les services numériques.
7. On trouvera à l'annexe I une ventilation détaillée des projets appuyés au titre du Mécanisme de relance.

## **B. État d'avancement et performance des projets**

### **Exécution des projets**

8. Malgré certains retards, des progrès considérables ont été accomplis dans l'ensemble des projets relevant du Mécanisme de relance depuis la dernière présentation d'informations actualisées au Conseil d'administration en avril 2022. Dans l'ensemble, la phase d'achèvement du mécanisme est conforme au calendrier.

<sup>2</sup> Les compléments de fonds apportés à ces projets ont été combinés à des ressources non dépensées de faible montant provenant de projets achevés ou restructurés; le montant de l'allocation pour les deux projets est par conséquent supérieur à 0,9 million d'USD, comme on peut le constater à l'annexe I.

<sup>3</sup> Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres. Informations actualisées sur la mise en œuvre à l'attention des donateurs, visioconférence Zoom, 18 mars 2022.

<sup>4</sup> D'après la liste des pays en situation de fragilité et touchés par un conflit établie par la Banque mondiale pour 2021: <http://pubdocs.worldbank.org/en/888211594267968803/FCList-FY21.pdf>.

9. Depuis les dernières informations actualisées, le montant décaissé est passé de 64 millions d'USD à 81 millions d'USD (soit 91% des fonds disponibles).  
Abstraction faite des projets extraordinaires en Afghanistan et au Yémen, qui font actuellement l'objet de discussions avec les donateurs, le taux de décaissement s'élève à 93%. En outre, plusieurs demandes de retrait sont en cours de traitement, soit que les dernières activités des projets arrivent à leur terme, soit qu'un paiement soit demandé après la réalisation de toutes les conditions requises pour le déblocage de la dernière tranche de financement, à savoir celle qui concerne les dépenses déjà réalisées et correspondant à des activités mises en œuvre ou achevées (telles que les audits, les rapports d'achèvement ou d'autres exigences figurant dans l'accord de financement de chaque projet). Le montant décaissé augmentera donc progressivement à mesure que les projets arrivent à leur terme.
10. Dans l'ensemble, à ce jour, toutes les activités sont achevées dans 26 projets, dont les équipes de ces projets se concentrent à présent sur l'établissement des rapports, le règlement des paiements et la clôture des comptes, comme prévu. Les autres projets continuent de mener à terme toutes leurs activités avant la fin de la mise en œuvre du mécanisme, en septembre.
11. Comme indiqué dans le rapport précédent, la direction avait fixé en interne à juin la date limite d'achèvement pour la plupart des projets. Cette décision a été prise afin de laisser une marge de sécurité avant la date de fin du mécanisme. Alors que la plupart des projets étaient en bonne voie ou presque en bonne voie de respecter ce délai, des prolongations ont été accordées à plusieurs d'entre eux afin qu'ils disposent de suffisamment de temps pour suivre de près et achever les activités, l'objectif étant de garantir une efficacité maximale tout en respectant l'échéance convenue avec les donateurs. Cette marge de sécurité a été tout particulièrement utilisée pour adapter les calendriers ou entreprendre des réaffectations mineures pour: i) remédier aux légers retards d'exécution (souvent causés par des facteurs externes comme les ruptures dans la chaîne d'approvisionnement entraînées par la crise en Ukraine); ii) faciliter les mesures prises par plusieurs pays concernés par le Mécanisme de relance pour que les activités, dont beaucoup sont en cours et plus que jamais essentielles pour maximiser les rendements au vu de la crise actuelle, concordent au mieux avec la période des semis locale.
12. Toutefois, compte tenu des contextes difficiles dans lesquels s'inscrivent les projets relevant du Mécanisme de relance, la direction assure un suivi permanent de chacun d'entre eux afin de pouvoir prendre des mesures rapides pour accompagner les projets qui risquent de prendre du retard. Un projet régional accusant un retard notable bénéficie notamment d'une attention particulière. En l'espèce, la direction travaille directement avec le bénéficiaire, tandis que le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture apportent un soutien technique, l'objectif étant d'accélérer le pas et de gérer le problème des retards d'approvisionnement. L'équipe de projet est dotée d'un plan de travail clairement défini, accepté par toutes les parties, et des informations actualisées seront fournies dans l'additif au présent rapport.
13. Quoi qu'il en soit, la quasi-totalité des projets restants devrait être achevés d'ici le 31 août et quelques-uns en septembre (à l'exception des deux projets extraordinaires en Afghanistan et au Yémen, évoqués précédemment). La direction continue de surveiller attentivement le portefeuille de projets du Mécanisme de relance et est déterminée à éviter tout retard au-delà de la date de fin du Mécanisme de relance, et à obtenir le plus d'impact possible.

## C. Le Mécanisme de relance et les autres actions menées par le FIDA en cas de crise

14. Si le Mécanisme de relance, comme indiqué dans les précédentes informations actualisées, s'inscrivait dans la riposte globale à la COVID-19, son impact et les enseignements que l'on peut en tirer s'avèrent également très utiles face aux autres chocs externes qui secouent les pays vulnérables, en particulier la crise en Ukraine. Si les chocs ont eu une incidence sur les projets relevant du Mécanisme de relance, ce dernier a néanmoins eu des effets bénéfiques s'agissant de la résilience face aux autres chocs.

### **Incidence des chocs sur les projets relevant du Mécanisme de relance**

15. Les répercussions des chocs externes sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance varient de l'un à l'autre des 64 projets. Compte tenu du vaste éventail de chocs auxquels les pays sont susceptibles de faire face à un moment donné, il est souvent difficile d'attribuer ces répercussions à un événement spécifique. Quoi qu'il en soit, le FIDA a suivi de près ces répercussions et a utilisé une approche de gestion adaptative pour limiter au minimum les effets de ces chocs sur l'exécution, lorsque cela s'est avéré nécessaire.
16. À titre d'exemple, le projet mené en Somalie a été perturbé par une augmentation du prix des aliments pour animaux et de celui du carburant causée par la flambée des prix mondiaux sous l'effet de la crise en Ukraine. Cette situation a, à son tour, entraîné une hausse des coûts d'expédition des éléments d'infrastructure des installations destinées à réduire les pertes post-récolte. En outre, alors que le coût de la distribution des intrants agricoles aux bénéficiaires du projet augmentait, les revenus de ces derniers risquaient de s'amenuiser en raison de la hausse des coûts de transport. Pour venir à bout de ces obstacles et du problème des coûts associés à l'importation des éléments d'infrastructure, et pour répondre d'urgence à l'augmentation de la demande d'intrants de la part des petits exploitants agricoles et des agropasteurs suscitée par la crise et par les épisodes de sécheresse de plus en plus sévères, l'équipe de projet a rapidement réagi et réaffecté des fonds pour donner la priorité au paiement des aliments pour animaux. Toutefois, si la hausse des prix se poursuit, le projet pourrait faillir à ses objectifs ambitieux en matière du nombre de personnes à cibler. Bien qu'à ce stade du Mécanisme de relance, très peu d'activités doivent encore être mises en œuvre, le FIDA continue de déterminer de quelle manière les projets en cours relevant du Mécanisme peuvent résoudre, le cas échéant, les difficultés à mesure qu'elles se présentent.

### **L'impact du Mécanisme de relance sur la résilience à d'autres chocs**

17. Le Mécanisme de relance a également contribué à renforcer la résilience des populations rurales pauvres et leur a permis de faire face à d'autres chocs, par la seule nature de ses interventions<sup>5</sup>. Par exemple, au Malawi, le projet relevant du Mécanisme de relance a contribué à la diffusion à plus grande échelle de nouvelles technologies dans le domaine des engrais biologiques et des variétés de légumineuses biofortifiées. Ces résultats sont particulièrement importants compte tenu des répercussions engendrées par la crise en Ukraine sur l'approvisionnement mondial en engrais. Ce pays a été déclaré admissible au bénéfice de l'Initiative de riposte à la crise récemment approuvée. Compte tenu des bons résultats obtenus par le projet en cours, le Gouvernement malawien a déjà fait part de son intérêt pour la consolidation de ces activités, ainsi que pour le renforcement des systèmes d'information sur les marchés, si des fonds étaient mis à disposition du pays.

<sup>5</sup> Le FIDA évalue l'impact du Mécanisme de relance sur la résilience dans ses rapports d'impact de niveau I. Les données concernant plusieurs parties de l'échantillon sont encore en cours de collecte et seront communiquées ultérieurement, mais il ressort des premiers résultats que le Mécanisme de relance a contribué à maintenir ou à améliorer la résilience dans le cas de toutes les interventions actuellement incluses dans l'échantillon.

## II. Tirer les enseignements du Mécanisme de relance

18. À mesure que les projets touchent à leur fin, le FIDA poursuit la collecte des données sur les résultats et des informations sur les enseignements tirés. Le rapport intérimaire de septembre 2022 présentera une vue exhaustive des données disponibles pour l'ensemble des trois niveaux d'indicateurs figurant dans le cadre de gestion des résultats du Mécanisme de relance, à savoir i) les résultats en matière de développement; ii) la portée et les prestations de services; iii) l'efficacité et l'efficacité opérationnelles, et réunira par ailleurs des informations sur plusieurs enseignements tirés. Le rapport d'achèvement de juin 2023 communiquera les résultats définitifs et une analyse approfondie de l'ensemble du portefeuille.

### Études d'impact rapides en cours et élaboration des rapports

19. En ce qui concerne l'établissement de rapports d'impact de niveau I, le FIDA a déjà communiqué au sujet de certains résultats positifs obtenus à Djibouti dans l'additif au précédent rapport de situation<sup>6</sup>. Ce rapport présente les conclusions de l'évaluation rapide du premier cycle de financement pour le projet. Depuis la présentation de ces informations actualisées, les données sont en cours de finalisation pour les projets menés en Éthiopie, en Gambie et au Rwanda, ainsi que pour un projet multipays exécuté au Kenya, au Nigéria et au Pakistan par Precision Development. Huit autres projets sont en cours d'évaluation, avec le concours de la Division recherche et évaluation de l'impact du FIDA.
20. Les systèmes de suivi interne recueillent en permanence les données des indicateurs des niveaux II et III, lesquelles témoignent de résultats positifs. Par exemple, un projet récemment achevé au Liban visait à fournir des intrants et des moyens de production élémentaires en mettant à disposition des agriculteurs les matériaux nécessaires aux activités de production hors saison dans des serres, et à assurer la continuité de la production agricole pendant et après la pandémie. Le projet ciblait les petits exploitants agricoles vulnérables en situation de pauvreté, et la collecte de données à l'achèvement du projet montre que celui-ci a dépassé son objectif et bénéficié à 116% des ménages ciblés. Le suivi continu des projets en cours d'exécution, en particulier au cours de la phase d'achèvement, permettra au FIDA de mieux comprendre l'impact du Mécanisme de relance.

### Enrichir les connaissances et partager les enseignements tirés

21. Pour répondre efficacement aux problèmes mondiaux potentiels qui touchent de manière disproportionnée les populations rurales pauvres et, d'autre part, soutenir leur résilience face aux chocs futurs, il est primordial de tirer les leçons du Mécanisme de relance et de les intégrer. L'appui aux pays dans le cadre de l'exécution tirant bientôt à sa fin, le FIDA continuera d'intensifier ses activités visant à tirer des enseignements et à permettre aux facilitateurs, aux partenaires d'exécution et aux bénéficiaires du Mécanisme de relance de transmettre leurs données d'expérience.
22. S'appuyant systématiquement sur la stratégie de gestion des savoirs élaborée pour le Mécanisme de relance, le FIDA a déjà mis au point plusieurs supports de connaissances à cette fin: entre autres, blogs internes et externes, activités d'apprentissage et notes thématiques dans des domaines tels que l'agriculture numérique, les services financiers inclusifs, et la mise en œuvre d'initiatives multipays. Par exemple, dans le cadre d'un projet multipays en Amérique latine et dans les Caraïbes, le FIDA a analysé de quelle manière les innovations peuvent contribuer au recul de la pauvreté et à l'amélioration des marchés. Avec l'appui de sa Division de la communication globale et du plaidoyer, le FIDA a pu faire le point, dans une [vidéo](#), sur les enseignements tirés de ce projet, qui a contribué à la numérisation des banques rurales au Honduras. Le projet montre comment la

<sup>6</sup> EB 2022/135/R.17/Add.1.

technologie peut renforcer l'autonomie des petits exploitants en facilitant leur accès aux marchés et à la finance rurale, en particulier en cas de restrictions à la circulation telles que celles imposées pendant la pandémie de COVID-19, mais également comment elle peut agir comme un incitatif pour les jeunes ruraux et offrir des moyens d'existence dans le secteur agricole. Des enseignements tels que ceux-ci continueront d'être tirés pour être ensuite transposés à l'échelle du portefeuille global du FIDA.

23. Le FIDA fait en permanence le point sur les réussites et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du Mécanisme de relance, et ce bilan sera utilisé pour étayer sa riposte face aux situations d'urgence de manière plus générale. Lors de la conception de l'Initiative de riposte à la crise en Ukraine, le FIDA s'est appuyé sur les processus simplifiés mis au point dans le cadre du Mécanisme de relance et qui permettent à celui-ci de bénéficier d'une plus grande souplesse, mais a également réfléchi aux solutions lui permettant de gagner en efficacité. Par exemple, à partir de son expérience de différents types de projets relevant du Mécanisme de relance et des tendances générales, le FIDA a noté qu'il devrait: i) tirer parti de l'architecture d'exécution existante et, à l'occasion, pourrait faire intervenir des tiers disposant d'un avantage comparatif particulier (comme les organisations paysannes) afin de riposter avec une plus grande réactivité; ii) donner la priorité à un appui ciblé, l'objectif étant de doter les interventions de ressources suffisantes, condition essentielle pour assurer l'efficacité et pour optimiser l'impact dans les situations de crise. En outre, le FIDA procède actuellement à une analyse de tous les retards d'exécution, afin d'affiner encore la riposte opérationnelle aux situations d'urgence.
24. Les consultations avec les équipes de pays du FIDA, les organismes d'exécution du Mécanisme de relance et les partenaires ont été essentielles pour recenser ces éléments. Ces consultations et analyses se poursuivront et seront présentées dans les rapports finaux.

## Vue d'ensemble des propositions approuvées au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

### Résumé des projets approuvés à ce jour au titre du Mécanisme de relance

<i>Projets multipays</i>		
Asie et Pacifique: 8 pays <sup>7</sup> (projet autonome mis en œuvre par l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, une fédération d'associations paysannes)	<b>Pilier 1</b> <sup>8</sup> . Fournir des intrants agricoles et appuyer les activités de commercialisation dans le cadre de partenariats public-privé-producteurs négociés ou mis en place par des organisations paysannes.	2,0 millions d'USD
Afrique orientale et australe, et Afrique de l'Ouest et du Centre: 22 pays <sup>9</sup> (projet autonome mis en œuvre par l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles, une fédération d'associations paysannes)	<b>Piliers 1 à 4</b> . S'employer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, à adapter et à restaurer la production alimentaire en favorisant l'accès aux intrants, aux informations, aux marchés et aux liquidités, et en diffusant des informations sur les disponibilités alimentaires et la sécurité sanitaire des aliments.	2,0 millions d'USD (plus 2,2 millions d'USD de cofinancement)
Corne de l'Afrique: Djibouti, Érythrée, Somalie et Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Seed Systems Group)	<b>Pilier 1</b> . Accorder aux entreprises semencières de premier plan, aux agriculteurs chefs de file et aux instituts de recherche des subventions en cascade pour leur permettre de fournir des semences et de former de jeunes conseillers locaux aux services de vulgarisation.	2,9 millions d'USD (plus 0,8 million d'USD de cofinancement)
Burkina Faso, Mali, Niger (projet autonome mis en œuvre par le Réseau Billital Maroobé, qui regroupe de nombreuses organisations paysannes)	<b>Piliers 1 et 4</b> . Mettre l'accent sur les zones transfrontalières, fournir aux organisations pastorales et agropastorales des aliments pour animaux, des semences subventionnées, des services vétérinaires ainsi que des bovins et des petits ruminants (pour les personnes extrêmement pauvres). Aider en outre à mettre en place une plateforme numérique pour suivre la situation des éleveurs pastoraux et les répercussions de la COVID-19 sur cette population, et contribuer à guider l'élaboration des politiques et à promouvoir l'inclusion de ce groupe dans la nouvelle législation.	1,5 million d'USD (plus 0,9 million d'USD de cofinancement)
Kenya, Nigéria et Pakistan (projet autonome mis en œuvre par Precision Development)	<b>Pilier 4</b> . Donner des conseils agricoles personnalisés au moyen d'une application par téléphone mobile, de manière à créer un canal d'information bidirectionnel par lequel les agriculteurs pourront recevoir à moindre coût des conseils qui leur permettront d'améliorer leurs pratiques agricoles et leur accès aux marchés.	3,2 millions d'USD (plus 1,7 million d'USD de cofinancement et 0,5 million d'USD au titre du programme de dons ordinaires)
Région du Pacifique: Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Samoa, Tonga, Vanuatu (projet autonome mis en œuvre par l'intermédiaire des unités de gestion des projets du FIDA dans chaque pays)	<b>Piliers 1, 2 et 4</b> . Fournir des intrants, un fonds de roulement pour la préparation des sols, du matériel et une formation sur la production et la transformation après récolte et sur le stockage. Soutenir par ailleurs les filières qui sont compatibles avec les mesures prises pour faire face à la COVID-19, et aider les pouvoirs publics à collecter des données sur les effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité. Faciliter en outre la fourniture de services d'appui aux entreprises et d'autres aides aux petites entreprises. L'équipe du projet mettra en place des plateformes et des tableaux de bord consacrés à l'action menée face à la COVID-19 afin de diffuser des informations concernant les objectifs d'étape, des données en temps réel sur les effets directs, ainsi que des données issues de contributions participatives sur la production et la consommation alimentaires. Le projet permettra également de favoriser le développement et la reproduction à plus grande échelle de solutions numériques ayant fait leurs preuves pour l'établissement de liens avec les marchés (y compris des plateformes de commerce en ligne pour les petites et moyennes entreprises), le conseil agricole et la sensibilisation à la nutrition.	3,0 millions d'USD (plus 6,5 millions d'USD de cofinancement)

<sup>7</sup> Liste complète des pays: Cambodge, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Viet Nam.

<sup>8</sup> Les piliers du Mécanisme de relance sont les suivants: 1) fourniture d'intrants et de moyens de production élémentaires; 2) facilitation de l'accès aux marchés; 3) fonds ciblés destinés à préserver les services, les marchés et les emplois des populations rurales pauvres; 4) fourniture d'informations en rapport avec l'agriculture au moyen de services numériques.

<sup>9</sup> Liste complète des pays: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Eswatini, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tchad, Tunisie.



État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Pérou (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Agriterra)	<b>Pilier 4.</b> Créer une large panoplie de services numériques, accompagnée d'une gamme d'activités comprenant l'offre de matériel et de formations connexes, la mise en relation des organisations de producteurs avec les acheteurs du secteur privé et le renforcement de leurs capacités en matière de commerce en ligne, l'appui aux groupements souhaitant établir des procédures et des protocoles certifiés sur la biosécurité et la gestion des risques, et la mise à disposition de technologies numériques au profit des prestataires de services financiers locaux pour assurer la continuité de leurs opérations.	2,3 millions d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
El Salvador, État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Sparkassenstiftung für Internationale Kooperation)	<b>Piliers 3 et 4.</b> Apporter un appui financier et technique aux sociétés de technologie financière ou agricole en vue de les aider à adapter leurs modèles d'activité pour répondre aux besoins des petits producteurs ruraux, notamment des coopératives, des organisations de producteurs et, en particulier des femmes, des jeunes et des populations autochtones.	2,5 millions d'USD (plus 0,7 million d'USD de cofinancement)
Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en Afrique de l'Est: Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par l'Autorité de coordination de transit et de transport du corridor nord)	<b>Pilier 2.</b> Mieux réagir aux bouleversements du commerce transfrontière le long du corridor nord; bonne communication et coordination de la réglementation frontalière, formations dispensées aux organisations paysannes et aux MPME de façon à améliorer leur marge de négociation collective, appui concernant la logistique et les entrepôts à l'intention des organisations paysannes et des MPME (y compris par la création de centres d'agrégation ruraux).	1,5 million d'USD (plus 0,6 million d'USD de cofinancement)
<i>Projets portant sur un seul pays</i>		
Afghanistan (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet d'élevage et d'agriculture communautaires financé par le FIDA; autres dispositions en cours)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants, des moyens de production de base et un appui supplémentaire grâce aux unités vétérinaires de terrain, aux banques de fourrage et aux investissements actuellement réalisés par le FIDA dans les filières laitières.	2,0 millions d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Angola (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles dans les provinces de Cuanza Sul et Huila)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des lots d'intrants comprenant des semences, des engrais et une machette, et proposer des formations sur les pratiques agronomiques, la récupération de l'eau, la COVID-19 et la nutrition. Apporter en outre un capital de démarrage pour permettre à des groupes de jeunes de fabriquer du savon pour les mains, et diffuser des informations sur les marchés à la radio, organiser des foires commerciales rurales et dispenser des formations sur les techniques de commercialisation et de négociation. Distribuer par ailleurs des masques fabriqués localement par des femmes.	1,4 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Bangladesh (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne)	<b>Pilier 1.</b> Mener des activités à impact rapide consistant à fournir des intrants et à appuyer le renforcement des capacités d'exploitation de jardins potagers familiaux produisant des denrées à forte valeur ajoutée et riches en nutriments dans les zones côtières.	2,0 millions d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
Bénin (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement agricole et à l'accès au marché)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Appuyer les filières du riz en fournissant des intrants et des machines pour la production, des tricycles pour le transport des marchandises vers les marchés et des machines pour la transformation après récolte.	1,0 million d'USD
Burkina Faso (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Proposer des intrants à prix subventionnés (y compris des semences de variétés résilientes face aux changements climatiques), du matériel, des formations et des actions de vulgarisation relatives aux services d'information numérique pour les jardins maraîchers pendant la saison sèche. Créer une plateforme de commercialisation numérique et un centre d'appels consacré à l'information sur les marchés, et promouvoir l'établissement de partenariats dans les filières maraîchères.	1,5 million d'USD
Burundi (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement des filières)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des kits agricoles contenant des semences de variétés hybrides, des engrais et des produits phytosanitaires au cours des deux prochaines saisons; dispenser des formations sur les pratiques de production; diffuser des informations météorologiques et commerciales.	1,6 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Cambodge (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants, dispenser des cours de formation en ligne et accélérer la mise en service d'une application polyvalente pour téléphone mobile destinée aux petits exploitants.	1,2 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement et 0,5 million d'USD au titre du programme de dons ordinaires)

Cameroun (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants, des machines et une assistance technique pour la production agricole et animale. Améliorer l'accès aux marchés en créant des débouchés temporaires, en apportant un appui à l'entreposage et en établissant des liens avec les acheteurs sur des plateformes numériques.	1,1 million d'USD
Comores (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la productivité et à la résilience des exploitations agricoles familiales)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Proposer des intrants et des activités de formation, en partenariat avec des établissements de recherche locaux, afin de développer la rotation des cultures et d'encourager le recours à des variétés améliorées. En outre, rénover une sélection d'infrastructures de marché pour le stockage, la vente et le transport dans les zones rurales et périurbaines.	0,3 million d'USD
Congo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales)	<b>Pilier 1.</b> Intervenir par l'intermédiaire des organisations de producteurs pour appuyer les secteurs de la production végétale, animale et aquacole, en proposant des intrants (y compris des semences de variétés maraîchères résilientes face aux aléas climatiques, des alevins, des poussins, des aliments pour animaux et des produits vétérinaires), des stations météo connectées, et une formation aux pratiques adaptées de production.	1,0 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Côte d'Ivoire (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme d'appui au développement des filières agricoles)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir du matériel pour la production et les activités après récolte, y compris des mini-tracteurs, et un appui au transport pour les organisations de producteurs de riz. Fournir également des intrants pour l'élevage, et mener une vaste campagne de vaccination.	0,6 million d'USD
Djibouti (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de gestion des eaux et des sols)	<b>Pilier 1.</b> Fournir divers intrants aux cultivateurs, éleveurs et pisciculteurs, dont des semences (semences fourragères pour la régénération du couvert végétal et semences maraîchères pour la culture potagère), des engrais et des produits phytosanitaires, des blocs à lécher pour les animaux d'élevage, des produits vétérinaires et des filets de pêche.	0,4 million d'USD
Érythrée (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet national de développement de l'agriculture)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Distribuer des semences et du matériel, dont des pompes à eau pour l'irrigation, fournir des intrants pour l'élevage et organiser des formations sur les pratiques adaptées de production. Appuyer la commercialisation des produits en mettant à disposition des sacs d'entreposage, des bidons à lait et une assistance en matière de transport.	0,3 million d'USD
Eswatini (projet autonome mis en œuvre par la FAO)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir un cofinancement à un projet FAO-PAM financé par le Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement. Le projet permettra de fournir des intrants, de favoriser les liens avec les marchés, de prendre en charge les frais de transport, d'apporter une subvention en capital aux fournisseurs et de mener des actions de sensibilisation à la COVID-19.	0,3 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
Eswatini (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Subventionner l'achat d'intrants pour la production de légumes riches en nutriments, apporter un appui technique à la production et promouvoir des innovations agricoles climatiquement rationnelles. Organiser par ailleurs des séances d'information sur la COVID-19 et actualiser les plateformes de commercialisation en ligne existantes. Appuyer les activités après récolte en mettant à disposition des séchoirs solaires et en formant les agriculteurs à leur utilisation (en faisant appel à de jeunes formateurs).	0,4 million d'USD
Éthiopie (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement participatif de la petite irrigation)	<b>Piliers 1, 2 et 3.</b> Proposer divers types d'appuis, notamment la distribution de coupons permettant d'obtenir des intrants, des dispositifs « travail contre rémunération », une aide à l'entreposage et au transport de marchandises, ainsi que la fourniture de matériel de protection et l'organisation d'activités de sensibilisation.	2,2 millions d'USD
Gabon (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Projet de développement agricole et rural)	<b>Pilier 1.</b> Appuyer les coopératives de production de volaille et les éleveurs de porcs et de moutons en leur fournissant des intrants (y compris des aliments pour animaux, des bâtiments d'élevage et d'autres équipements), et les former aux pratiques adaptées de production et à la gestion financière.	0,4 million d'USD (plus 49 000 USD de cofinancement)
Gambie (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement d'organisations résilientes au service d'une agriculture porteuse de transformation)	<b>Piliers 1 à 4.</b> Cibler en priorité les femmes et les jeunes travaillant dans les jardins potagers, fournir des intrants pour la production végétale et animale et assurer des transferts monétaires numériques, appuyer le transport des produits jusqu'aux marchés dans des conditions adéquates de sécurité et d'hygiène, et fournir du matériel pour assurer la continuité des opérations de tous les acteurs du marché. Établir une application de téléphonie mobile polyvalente pour les informations commerciales, la formation et d'autres usages.	0,6 million d'USD

Guinée (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet en faveur de l'agriculture familiale, de la résilience et des marchés en Haute-Guinée et en Moyenne-Guinée)	<b>Piliers 1 à 3.</b> Par l'intermédiaire des organisations paysannes, mettre à disposition des kits de production en partenariat avec des fournisseurs privés, ainsi que du matériel de production et de protection, une assistance technique et des formations sur les pratiques adaptées de production, ainsi que des informations sur la commercialisation et les marchés. Fournir du matériel de transport et injecter des fonds au profit des prestataires de services financiers locaux.	1,2 million d'USD
Guinée-Bissau (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement économique des régions du Sud)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants, une assistance technique, des formations, du matériel de protection et des kits d'hygiène, et créer des émissions de radio nationales pour diffuser des informations sur les prix pratiqués sur les marchés, ainsi que sur l'état de l'offre et de la demande dans certaines filières.	0,8 million d'USD
Kenya (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir, notamment aux producteurs de pommes de terre, des coupons électroniques pour l'acquisition d'intrants, des formations sur les pratiques adaptées de production, et des informations numériques sur les conditions météorologiques et les techniques d'amélioration de la production. Par ailleurs, faciliter la commercialisation groupée, fournir un appui au stockage et connecter les agriculteurs aux plateformes de marché numériques.	1,9 million d'USD (plus 1,5 million d'USD de cofinancement)
Lesotho (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et l'Association nationale des producteurs de laine et de mohair du Lesotho)	<b>Pilier 1.</b> Fournir des intrants aux producteurs de laine et de mohair, en particulier des intrants de production pour nourrir les animaux et, ce faisant, maintenir la taille et la qualité des troupeaux.	0,7 million d'USD (plus 0,8 million d'USD de cofinancement)
Liban (projet autonome mis en œuvre dans le cadre du Projet d'agriculture intelligente face aux changements climatiques: renforcement des capacités d'adaptation des communautés rurales libanaises, financé par le Fonds pour l'adaptation et supervisé par le FIDA)	<b>Pilier 1.</b> Fournir des intrants aux producteurs en serre, notamment des feuilles de plastique permettant de collecter l'eau de pluie.	0,2 million d'USD
Libéria (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'élargissement de l'arboriculture)	<b>Pilier 1.</b> Fournir des intrants et du matériel, et assurer une formation pour la production de riz, de manioc et de légumes.	1,1 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Madagascar (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche)	<b>Piliers 2 et 4.</b> Améliorer les installations d'entreposage après récolte et de commercialisation, mettre en place un fonds renouvelable à l'intention des organisations paysannes afin qu'elles puissent organiser des ventes collectives dans les zones urbaines et périurbaines, et établir une plateforme numérique d'information sur les prix et les débouchés commerciaux.	1,8 million d'USD (plus 59 000 USD de cofinancement)
Malawi (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de production agricole durable)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Mettre à disposition des intrants agricoles en collaboration avec un fournisseur privé; proposer à l'administration un appui et des services de vulgarisation en ligne concernant la certification des semences produites par les organisations paysannes à l'aide d'un système numérique permettant d'accroître l'efficacité. Fournir des informations sur le marché, et contribuer à la recherche de débouchés pour les plantes cultivées et au transport des produits jusqu'aux marchés, ainsi qu'au regroupement de la production. Mettre en œuvre un programme de transmission d'animaux d'élevage.	1,4 million d'USD (plus 69 000 USD de cofinancement)
Mali (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux)	<b>Piliers 1 à 4.</b> Apporter un appui aux jeunes travaillant dans de petites et moyennes entreprises, notamment en subventionnant le coût du rééchelonnement des paiements d'intérêts au titre des prêts accordés par des institutions de microfinancement, et en fournissant l'équivalent de trois mois d'intrants. Fournir des informations sur le marché en encourageant les réseaux de praticiens et en partageant des informations sur les débouchés commerciaux, ainsi que des conseils techniques via WhatsApp.	1,0 million d'USD

Mauritanie (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de gestion durable des ressources naturelles, d'équipement communal et de structuration des producteurs ruraux)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des semences certifiées de variétés résilientes face aux changements climatiques, du matériel, des intrants pour l'élevage et des services vétérinaires, ainsi qu'un appui technique et une formation sur les pratiques de production. Diffuser en outre des informations sur les disponibilités d'intrants, les services vétérinaires et le marché par des spots radio, des SMS et des plateformes numériques.	0,7 million d'USD
Mozambique (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives)	<b>Piliers 1 à 4.</b> Fournir une série d'appuis: intrants pour la production de variétés riches en nutriments, éducation à la nutrition, kits sanitaires pour la commercialisation, données météorologiques et commerciales, matériel de stockage, nouveaux pôles de regroupement, assistance technique aux organisations paysannes pour l'élaboration de plans d'entreprise et l'accès aux financements. Appuyer l'accès aux services d'information numériques.	1,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Népal (projet autonome mis en œuvre par Agriculture Development Bank Limited)	<b>Piliers 3 et 4.</b> Aider les banques locales à développer leurs services numériques avec le déploiement d'une nouvelle application associant une carte de crédit et un téléphone mobile et permettant des transferts d'argent et d'informations, et la mise en place d'un traitement automatisé des prêts.	1,2 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement)
Niger (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants, notamment des semences et du matériel de pompage de l'eau, ainsi que du matériel de traitement et de conservation des produits agricoles.	1,5 million d'USD
Nigéria (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement des filières)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Mettre en place, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des mesures de relance de l'agriculture, des kits d'intrants résilients et des formations sur les pratiques de production. Relier également les agriculteurs à la plateforme existante de commercialisation en ligne.	1,1 million d'USD
Nigéria (projet mis en œuvre par l'intermédiaire du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)	<b>Pilier 1.</b> Livrer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des kits contenant des intrants et des produits adaptés, notamment des semences de variétés résilientes face aux aléas climatiques, à haut rendement, à germination rapide et hautement nutritives.	0,9 million d'USD (plus 1,3 million d'USD de fonds réaffectés à partir du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)
Ouganda (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet en faveur de l'accès aux services financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues)	<b>Piliers 3 et 4.</b> Soutenir les groupes d'épargne et de crédit locaux en leur accordant des dons monétaires associés à un appui au renforcement des capacités de gestion, et en fournissant des services de vulgarisation portant sur les technologies numériques (y compris les coûts liés à Internet).	2,1 millions d'USD (plus 53 000 USD de cofinancement)
Pakistan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche)	<b>Piliers 1, 3 et 4.</b> Effectuer des transferts monétaires pour l'achat d'intrants, au moyen de portefeuilles électroniques programmés pour permettre exclusivement l'achat d'intrants auprès de fournisseurs sélectionnés.	2,4 millions d'USD
Palestine (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de gestion résiliente des terres et des ressources)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Distribuer des semences et des engrais aux petits producteurs, et appuyer le regroupement des produits agricoles et l'établissement de liens entre les agriculteurs et les acheteurs.	0,6 million d'USD (plus 60 000 USD de cofinancement)
Papouasie-Nouvelle-Guinée (projet autonome mis en œuvre par l'Agence de développement des produits frais et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage)	<b>Piliers 1, 3 et 4.</b> Fournir des intrants gratuits directement aux exploitations, prendre en charge la contribution de 10% requise pour l'accès au prêt consenti dans le cadre du Projet de marchés pour les paysans villageois (en cours); mettre à la disposition des opérateurs de transport locaux un fonds de roulement pour assurer la continuité du service, et faciliter l'accès à une plateforme numérique répertoriant les prix du marché.	0,7 million d'USD
République arabe syrienne (projet autonome mis en œuvre par le PNUD)	<b>Pilier 1.</b> Fournir des brebis gestantes et des aliments pour le bétail, ainsi que des semences, et d'autres intrants et outils agricoles essentiels.	0,5 million d'USD (plus 40 000 USD de cofinancement)
République centrafricaine (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des kits agricoles aux exploitants et des lots d'animaux (petits ruminants) aux agropasteurs, ainsi qu'une aide à la location de tracteurs. En outre, aider les groupements d'agriculteurs à participer à la production collective et organiser des formations en ligne sur les pratiques adaptées de production.	1,4 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)

République démocratique du Congo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des intrants et une formation portant sur les pratiques adaptées de production. Soutenir l'accès aux marchés en assurant des moyens de transport et en améliorant les systèmes d'information sur les prix et les marchés.	2,7 millions d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
République-Unie de Tanzanie (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Appuyer des réunions de planification d'avant saison dans les organisations paysannes pour déterminer les besoins en matière d'intrants et les objectifs de commercialisation pour la saison. Appuyer également l'achat de maïs par les pouvoirs publics auprès des petits exploitants, établir des liens entre les organisations paysannes et les acheteurs et créer une application de téléphonie mobile pour la communication d'informations liées aux intrants, aux ventes et aux formations.	2,0 millions d'USD
Rwanda (projet autonome mis en œuvre par l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des semences de maïs, de haricot et de pomme de terre, ainsi que des engrais, et appuyer l'accès au marché en garantissant l'achat de céréales et en mettant à disposition des installations d'entreposage.	1,4 million d'USD (plus 0,5 million d'USD de cofinancement)
Sao Tomé-et-Principe (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la commercialisation, à la productivité agricole et à la nutrition)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants pour les activités de production et les activités après récolte, et assurer des formations portant sur la production végétale, animale et piscicole, ainsi qu'un appui à la commercialisation et au commerce en ligne.	0,4 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Sénégal [projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs (Agrijeunes Tekki Ndawñi)]	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants à prix subventionnés et du petit outillage aux producteurs de pommes de terre et de pastèques; renforcer les capacités des groupements de producteurs, et leur apporter un appui consultatif concernant les pratiques adaptées de production horticole et les modalités d'accès aux services numériques pour obtenir des informations sur le marché et prendre contact avec les fournisseurs d'intrants.	1,0 million d'USD (plus 1,1 million d'USD de cofinancement)
Sierra Leone (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement des filières agricoles)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants (y compris des semences de variétés à cycle court et à haut rendement) et des équipements nécessaires à la préparation des sols, appuyer l'amélioration des centres de collecte, et créer une plateforme numérique qui fera office de référentiel de vulgarisation et d'informations sur le marché.	1,1 million d'USD
Somalie (projet autonome mis en œuvre par l'Institut somalien pour le développement et la résilience)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants et du petit outillage pour la production végétale, animale et piscicole, ainsi que du matériel et des formations dans le but de réduire autant que possible les pertes après récolte et de créer de la valeur ajoutée. Organiser des opérations d'achat local auprès de groupements de petits exploitants.	2,8 millions d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Soudan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère fédéral de l'agriculture et des ressources naturelles)	<b>Piliers 1 à 3.</b> Fournir des intrants aux petits exploitants, notamment des semences de légumes pouvant être utilisées par les femmes dans les jardins potagers, et proposer des formations portant sur les pratiques adaptées de production, les pratiques après récolte et la gestion financière. Fournir des sacs hermétiques pour l'entreposage, apporter un appui aux centres de collecte et diffuser des informations sur la production et les marchés par SMS et par la radio. Injecter des fonds à destination des prestataires de services financiers locaux pour améliorer l'accès au crédit et permettre l'envoi et la réception de fonds.	1,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Vétérinaires sans frontières Germany)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des semences, des filets de pêche, et du matériel et des installations après récolte (batteuses, silos, sacs hermétiques, installations d'entreposage et de réfrigération, etc.), et assurer des formations portant sur les technologies de production et les méthodes de manutention après récolte (cultures ciblées: mil, blé, sorgho, sésame, maïs, arachides et légumes).	1,4 million d'USD
Tchad (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité et de la résilience des exploitations agropastorales familiales)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants, une formation et du matériel aux agriculteurs, aux producteurs de semences, aux éleveurs et aux jeunes entrepreneurs ruraux intervenant dans des filières déterminées. Fournir aussi un appui logistique au transport des produits agricoles vers les plateformes de regroupement et les marchés; un soutien à l'organisation de ventes groupées; des données et formations techniques visant à améliorer les capacités de stockage, de conditionnement et de commercialisation.	1,8 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Togo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques)	<b>Pilier 1.</b> Fournir un appui aux maraîchers sous forme d'intrants (notamment de kits d'irrigation) et de formations.	1,0 million d'USD

Yémen (projet autonome mis en œuvre par le Fonds social de développement)	<b>Pilier 1.</b> Selon les besoins, fournir des intrants et des actifs à titre gracieux pour la production horticole et animale, tout en proposant des formations sur les pratiques adaptées de production.	0,8 million d'USD
Zambie (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme d'investissement renforcé en faveur de l'élevage paysan)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Assurer des formations vétérinaires à distance et la diffusion de messages sur la COVID-19, parallèlement à d'autres services vétérinaires. Créer une plateforme Web de surveillance et de partage d'informations axée sur la prévention des maladies du bétail, fournir des lots d'animaux d'élevage (lapins, poulets et chèvres), des forages équipés de pompes à énergie solaire pour le lavage des mains, ainsi que des cages à lapins. Appuyer aussi la création d'un système d'assurance bétail indiciaire.	1,5 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement)
Zimbabwe (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de relance de l'irrigation paysanne)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des lots d'intrants à forte densité nutritionnelle, ainsi que des équipements de protection individuelle de base. Établir des liens entre les agriculteurs et les acheteurs et les marchés fiables, et promouvoir l'adoption de technologies d'après récolte.	1,6 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)

Remarque: les contributions au Mécanisme de relance ont également été utilisées pour cofinancer des projets de plus grande ampleur comprenant une composante d'action face à la COVID-19 en Côte d'Ivoire et au Yémen. En Côte d'Ivoire, 0,7 million d'USD provenant des ressources du Mécanisme de relance ont été consacrés au Projet d'appui d'urgence à l'agriculture, tandis qu'au Yémen 3 millions d'USD ont été alloués au titre du Mécanisme de relance au Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural.

## Vue d'ensemble des activités d'appui aux politiques et aux analyses

<i>Pays</i>	<i>Activités</i>
Afrique du Sud	Évaluation des conséquences de la COVID-19 pour les ménages ruraux et les petits paysans, afin d'étayer les travaux du Gouvernement sud-africain et de l'équipe de pays des Nations Unies.
Bangladesh	Deux séries d'évaluations rapides menées en collaboration avec la FAO au sujet des effets de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires et agricoles à l'échelle nationale.
Bolivie (État plurinational de)	Réalisation d'un état des lieux des effets de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires, à partir d'une segmentation sectorielle, pour concevoir une stratégie de relance du secteur agroalimentaire du pays à moyen et à long terme.
Brésil	Série d'études destinées à mettre à l'essai des méthodes d'assistance technique à distance, d'inclusion numérique et de commercialisation durant la pandémie aux fins de l'élaboration des politiques et des opérations de projet.
Burundi	Évaluation commune des conséquences de la pandémie de COVID-19 par les organismes ayant leur siège à Rome (OSR) présents dans le pays et formulation de recommandations.
Chine	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19. Le FIDA a également dirigé une évaluation sur les répercussions de la pandémie dans l'économie rurale et a procédé dans une note de cadrage à une méta-analyse du sujet.
Côte d'Ivoire	Analyse et étude en cours pour éviter que la COVID-19 n'exacerbe la crise du prix de la viande dans le pays.
Égypte	Évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur le secteur agricole réalisée par le FIDA, la FAO, le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Par ailleurs, participation à plusieurs groupes nationaux chargés d'élaborer des mesures de riposte à la COVID-19, et contribution à plusieurs autres analyses en cours.
Équateur	Analyse des effets de la COVID-19 sur l'agriculture du pays, l'accent étant mis sur les petits producteurs. Résultats communiqués au Gouvernement.
Érythrée	La FAO et le FIDA ont apporté un appui à l'équipe de pays des Nations Unies concernant l'évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Érythrée.
Éthiopie	Collaboration du FIDA avec la FAO, le PAM, l'Organisation internationale du Travail, l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre d'une analyse commune du pays qui enrichira la publication de l'Organisation des Nations Unies consacrée aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Éthiopie.
Fidji	Étude d'impact réalisée en collaboration avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON).
Guatemala	Pilotage de l'élaboration d'une note de synthèse intitulée « Agriculture familiale et alimentation scolaire, une synergie efficace pour le développement local et un instrument utile face à la situation provoquée par la COVID-19 au Guatemala ».
Guinée-Bissau	En collaboration avec la FAO, le PAM et le PNUD, rédaction de trois chapitres de l'évaluation des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 réalisée par l'Organisation des Nations Unies.
Honduras	Étude menée en collaboration avec le Gouvernement hondurien sur les moyens de relancer le secteur agroalimentaire pour assurer son redressement après la pandémie.
Inde	En collaboration avec la FAO, évaluation des répercussions de la COVID-19 dans le contexte de l'après-confinement.
Iraq	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Jordanie	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Kenya	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.

Lesotho	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, réalisation d'une évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 et d'une étude destinée à éclairer l'élaboration de nouveaux protocoles de sécurité sanitaire dans le secteur alimentaire.
Maroc	En collaboration avec la FAO, préparation d'une étude économique des effets de la COVID-19 sur le secteur agricole.
Mexique	Contribution à l'élaboration de la stratégie nationale après-COVID-19 en collaboration avec la FAO, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et la Banque mondiale.
Mozambique	Réalisation de plusieurs études permettant d'étayer l'élaboration d'interventions dans les domaines de l'accès aux marchés et de la production de poissons, de petits animaux et de volailles dans les zones rurales et périurbaines.
Myanmar	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
Namibie	En collaboration avec le PAM, analyse visant à combler le déficit en nutriments destinée à étayer les analyses de pays de l'équipe de pays des Nations Unies et les mesures prises par les pouvoirs publics pour appuyer le secteur agricole et la réalisation des objectifs de développement nationaux.
Nigéria	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur les moyens d'existence liés à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.
Pakistan	Production avant la fin de 2021, dans le cadre d'un groupe de travail regroupant la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le FIDA, la FAO et l'IFPRI, de plusieurs notes d'orientation visant à appuyer le relèvement après la COVID-19.
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Participation active du FIDA au Groupe de la sécurité alimentaire du pays, appui à la coordination et à la planification de la riposte nationale à la COVID-19, et cofinancement, en coopération avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, de l'élaboration et de la publication d'un bulletin sur les prix des produits alimentaires.
Pérou	En collaboration avec la FAO et le PAM, réalisation d'un état des lieux des effets de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires et la production, et formulation de recommandations à l'intention du Ministère de l'agriculture et du Ministère de l'économie et des finances.
Philippines	En collaboration avec la FAO, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur les moyens d'existence ruraux, les chaînes de commercialisation de produits agricoles et la sécurité alimentaire.
Région du Pacifique (Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu)	Collaboration avec le PAM à l'analyse et à la cartographie de la vulnérabilité à l'aide de la téléphonie mobile, par un examen des outils techniques et avec la participation de groupes d'informateurs clés, en vue de remédier aux répercussions économiques à long terme de la COVID-19. Par ailleurs, en collaboration avec le CTA et la société TraSeable Solutions aux Fidji, au Samoa et dans les Îles Salomon, réalisation d'une étude pilote relative à une application de collecte de données sur les effets de la COVID-19 sur les principaux produits de base.
Région du Pacifique	Avec la FAO, le PAM et l'UNICEF, parmi un ensemble de mesures prises par le système des Nations Unies pour atténuer les effets de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires dans les îles du Pacifique, analyse des gains à escompter d'un investissement dans l'agriculture du point de vue de la santé, des moyens d'existence de substitution, de l'autonomie alimentaire et économique et de la résilience.
République démocratique populaire lao	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
République-Unie de Tanzanie	Synthèse des observations recueillies sur les effets de la COVID-19 sur l'agriculture et les systèmes alimentaires, et réalisation d'une analyse utilisant les données sur les prix pour évaluer l'incidence de la COVID-19 sur les marchés céréaliers.
Samoa	Étude d'impact fondée sur des données, en collaboration avec le CTA, le PIFON, le Bureau des statistiques du Samoa et la FAO.
Soudan du Sud	Évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et l'agriculture.
Tadjikistan	En collaboration avec la FAO, réalisation d'une étude préalable au bilan commun de pays concernant le secteur rural pour enrichir le bilan commun multisectoriel qui débouchera sur le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du pays.
Tonga	Étude visant à évaluer la vulnérabilité du groupe cible de la deuxième phase du Projet d'innovation rurale aux Tonga, du point de vue de l'approvisionnement en produits alimentaires et en semences.



Tunisie	Deux études menées en collaboration avec la FAO, le PAM et la Banque mondiale sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits producteurs et les filières agricoles stratégiques.
Türkiye	En collaboration avec la FAO et le PNUD, évaluation des répercussions de la COVID-19 sur le secteur rural pour étayer une étude d'impact multisectorielle plus large menée par l'équipe de pays des Nations Unies (publication proche).
Venezuela (République bolivarienne du)	Élaboration de notes d'orientation sur les politiques et les programmes pour guider l'élaboration par les pouvoirs publics et les partenaires de développement de mesures de riposte à la COVID-19, en s'appuyant sur les directives de la FAO en matière de suivi, de prévision et d'évaluation.
Viet Nam	En collaboration avec la Banque asiatique de développement, aide apportée à l'Institut de politique et de stratégie pour l'agriculture et le développement rural du Ministère de l'agriculture et du développement rural pour la réalisation d'un sondage national sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits exploitants agricoles.
Zambie	Soutien à une récente étude dirigée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les effets socioéconomiques de la COVID-19 dans le pays au stade tardif de la pandémie et sur les meilleurs moyens de relance.